

Jack Matlock : Comment l'expansion de l'OTAN a brisé la sécurité européenne

Jack F. Matlock, Jr. a été ambassadeur des États-Unis en URSS de 1987 à 1991 et a joué un rôle clé dans la négociation de la fin de la guerre froide. L'ambassadeur Matlock aborde les malentendus concernant la guerre froide, la promesse faite par l'Occident à Moscou que l'OTAN ne s'étendrait pas, l'expansionnisme de l'OTAN qui a sapé l'architecture de sécurité paneuropéenne, ainsi que la manière dont l'OTAN est devenue une alliance offensive et a provoqué la guerre en Ukraine. Suivez le professeur Glenn Diesen : Substack : <https://glennDiesen.substack.com/> X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : <https://www.patreon.com/glennDiesen> Soutenez les recherches du professeur Glenn Diesen : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glennDiesen> Buy me a Coffee : buymeacoffee.com/gdieseng Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f> Livres du professeur Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

#Glenn

Bienvenue à nouveau. Aujourd'hui, nous recevons Jack Matlock, l'ambassadeur des États-Unis auprès de l'Union soviétique, qui a joué un rôle majeur dans les négociations ayant conduit à la fin de la guerre froide avec le président Reagan à la fin des années 1980. Merci beaucoup d'avoir pris le temps d'être avec nous, monsieur.

#Jack Matlock

Ravi d'être avec vous. Merci de m'avoir invité.

#Glenn

Je suis un grand admirateur de vos livres, de votre travail, et bien sûr de votre contribution à la diplomatie et à l'histoire. C'est vraiment impressionnant. En me basant sur vos travaux, je me suis dit qu'un bon point de départ serait de vous demander, selon vous, quelles sont les principales incompréhensions autour de la fin de la guerre froide ?

#Jack Matlock

Je pense qu'il y a eu plusieurs malentendus sérieux chez la plupart des commentateurs. D'abord, l'idée que la guerre froide se soit terminée avec l'effondrement de l'Union soviétique est fautive. La guerre froide était déjà finie, sur le plan idéologique et pratique, au moins deux ans avant la disparition de l'Union soviétique. Ensuite, l'idée qu'il y ait eu des gagnants et des perdants dans la guerre froide — que, d'une certaine façon, les États-Unis et l'Occident aient gagné et que la Russie

ait perdu — est tout aussi erronée. Nous avons négocié la fin de la guerre froide dans l'intérêt des deux pays, et d'ailleurs dans l'intérêt de tout le monde. C'était une fin négociée, sans vainqueurs. Cette fin a été possible parce que Gorbatchev avait en réalité abandonné l'idéologie qui avait provoqué la guerre froide au départ.

Et c'est ça, l'idéologie communiste, totalement incompatible avec notre système politique et notre mode de vie en Occident. L'idée, à l'origine, c'était qu'il y aurait une révolution prolétarienne mondiale, qui mènerait à une société d'abord socialiste, puis communiste, et que l'État finirait par dépérir. Bien sûr, ce qui s'est passé en Union soviétique et dans les autres pays communistes, c'est tout le contraire : l'État a pris le contrôle de tout. Et au lieu de ce qu'ils appelaient un système socialiste, c'était, en réalité, une forme de capitalisme monopolistique d'État. Mais ce modèle-là était en train d'être abandonné.

En même temps, bien sûr, Gorbatchev essayait d'intégrer l'Union soviétique, on pourrait dire, dans le système européen. Je me souviens que, lorsque nous négocions sur des questions comme la réunification de l'Allemagne, il disait — d'ailleurs, nous lui avons assuré que s'il acceptait que l'Allemagne se réunisse selon les conditions fixées par l'Allemagne de l'Ouest, il n'y aurait pas d'élargissement de l'OTAN vers l'est. Même avant cela, quand le président Bush et Gorbatchev se sont rencontrés à Malte et ont officiellement annoncé la fin de la guerre froide, l'une des conditions était que l'Union soviétique n'utiliserait pas la force en Europe de l'Est pour préserver le système en place, et que les États-Unis n'en profiteraient pas.

Et ça, c'était annoncé par écrit. En fait, cet engagement envers le président Bush a été réaffirmé dans la lettre à Gorbatchev que j'ai remise à notre retour de cette réunion. Donc, l'idée que la guerre froide aurait été une défaite pour l'Union soviétique, ou que l'Union soviétique se serait effondrée à cause de la pression de l'alliance occidentale, est tout simplement fausse. L'Union soviétique s'est désintégrée à cause de pressions internes, et elle ne se serait probablement pas effondrée si la guerre froide avait continué. Je pense que ces malentendus de base ont alimenté beaucoup de ce que je considère comme des erreurs commises par la suite.

#Glenn

Cette promesse d'une OTAN qui ne s'étendrait pas après la réunification de l'Allemagne revient souvent comme un sujet brûlant dans les médias. Beaucoup de responsables politiques, d'universitaires et de journalistes la contestent. Ils affirment qu'une telle promesse n'a jamais été faite, ou qu'il s'agit d'un malentendu. Mais elle a bien été formulée à plusieurs reprises, non ?

#Jack Matlock

Eh bien, la promesse avait été faite. Elle n'a pas été intégrée dans les traités, mais certaines parties, oui. Pour entrer un peu dans le détail... en février 1989, quand le secrétaire d'État Baker est venu à Moscou, le grand sujet du moment, c'était la question de la réunification allemande, parce que le

régime communiste venait d'être renversé en Allemagne de l'Est. D'abord, les États-Unis ont dit : « Très bien, il faut qu'on négocie ça dans ce qu'on appelle le format deux-plus-quatre. » Et là, les Européens et d'autres ont demandé : « Comment ça, vous nous tenez à l'écart ? » Et nous, on a répondu : « Écoutez, les questions essentielles se jouent entre les États-Unis et l'Union soviétique. »

Nous allons coordonner nos actions avec nos alliés, mais au départ, il faut régler ça directement avec l'Union soviétique. L'idée, c'était d'essayer d'obtenir un accord, puis de le soumettre à nos alliés — les quatre autres, ceux qui avaient remporté la Seconde Guerre mondiale. Vous savez, à la fin de la guerre, il y avait certains accords entre, d'un côté, la France, la Grande-Bretagne et les États-Unis, et de l'autre, l'Union soviétique. Certains de ces accords donnaient à l'Union soviétique des droits en Allemagne et en Europe de l'Est. Et pour légaliser la réunification de l'Allemagne, il fallait, juridiquement, l'accord de l'Union soviétique. Alors, quand Baker est venu à Moscou en février de cette année-là, il a fait une proposition à Gorbatchev. Il lui a dit : « Réfléchissez à ça. »

En ce sens, il lançait une idée : ne vaudrait-il pas mieux avoir une Allemagne unie, membre de l'OTAN, plutôt qu'une Allemagne détachée de l'Alliance ? Puis il a commencé à expliquer, en disant qu'après tout, il fallait encore s'assurer que l'Allemagne ne devienne pas une puissance nucléaire, qu'elle ne reprenne pas les politiques qu'elle avait menées auparavant, et que, pour cela, nous avons besoin de l'OTAN. Gorbatchev a répondu que, bien sûr, toute expansion de l'OTAN serait inacceptable, mais qu'il comprenait les arguments avancés par Baker. Il a ajouté que la politique de l'Union soviétique avait été, jusque-là, d'essayer d'exclure militairement les États-Unis d'Europe, mais qu'ils comprenaient désormais qu'une certaine présence militaire américaine pouvait avoir un effet stabilisateur. Ils ne cherchaient donc plus à exclure les États-Unis du continent européen.

Mais ensuite, il a ajouté, bien sûr, qu'il n'était pas vraiment nécessaire d'avoir trois cent mille soldats stationnés en Europe pour atteindre cet objectif. Plus tard, dans d'autres discussions, quand la question de l'élargissement de l'OTAN revenait, Gorbatchev disait : « Eh bien, si vous faites ça, il faudra nous inclure aussi. » Je dirais que cette idée planait en toile de fond des deux côtés, appelant en fait au même résultat. Gorbatchev, à partir d'un discours prononcé à l'ONU en 1988, parlait d'une « maison européenne commune », sans barrières, et ainsi de suite. De leur côté, notre président, et aussi, je crois, la Première ministre Thatcher, parlaient d'une « Europe entière et libre ». Et, vous savez, à la fin de 1991, le monde avait effectivement une Europe entière et libre.

Alors, plus tard, dans les années 90, quand une nouvelle administration a commencé à envisager d'élargir l'OTAN, j'ai témoigné devant la commission des affaires étrangères du Sénat. J'ai dit que ce serait, à terme, une catastrophe si nous commencions à étendre l'OTAN et que nous poursuivions dans cette voie. J'ai été rejoint dans cette déclaration par, je crois, plus de trente hauts responsables qui avaient négocié la fin de la guerre froide. La raison pour laquelle nous disions cela, c'est que l'OTAN avait été conçue comme une alliance défensive, destinée à garantir que l'Union soviétique ne puisse pas envahir avec succès l'Europe de l'Ouest. À l'époque, on craignait beaucoup que ce soit bien son intention. Et en effet, si l'on regardait l'Union soviétique et ses alliés d'Europe de l'Est, leurs forces militaires, en quantité, étaient supérieures à celles de l'Ouest.

Je dirais qu'un peu plus tard, quand tous les documents ont été rendus publics, il est devenu clair que l'Union soviétique n'avait jamais eu l'intention d'envahir l'Ouest. Leur politique, c'était que si l'Ouest déclenchait une guerre, ils répondraient et essaieraient d'avancer jusqu'à la Manche. Mais ce plan, pour eux, relevait d'une riposte à ce qu'ils auraient considéré comme une agression occidentale. Ce que j'essaie de dire maintenant, c'est que l'idée d'intégrer davantage de pays dans l'OTAN risquerait de transformer l'alliance, qui est défensive à l'origine, en une alliance offensive, surtout si ses forces étaient engagées en dehors de l'Europe. L'un des arguments avancés dans les années 1990 pour justifier l'élargissement, c'était : « hors zone ou hors jeu ». Autrement dit, il fallait que l'OTAN intervienne militairement en dehors de l'Europe, sinon elle n'avait plus vraiment de raison d'être.

Ils font aussi intervenir des gens qui n'étaient même pas concernés, en disant : « Oh, il n'y a jamais eu d'accord sur l'élargissement. » Moi, ce que je dis, c'est que, qu'il y ait eu un accord ou non — et on nous avait clairement assuré qu'on n'élargirait pas l'OTAN —, c'était quand même une énorme erreur de commencer à le faire. Un autre point que je veux souligner, c'est que ce n'était pas tellement l'article 5 du traité de l'OTAN qui inquiétait les Russes. Je connais l'ambassadeur de Russie à Washington, avec qui j'ai souvent travaillé quand il était vice-ministre des Affaires étrangères de l'Union soviétique, Yuli Vorontsov. Il m'a dit, au milieu des années 90 : « Écoutez, nous, on ne s'inquiète pas de votre article 5. On ne va évidemment pas attaquer ces pays, ni aucun autre. Ce qui nous inquiète, ce sont les bases. »

Si vous installez ensuite vos bases là-bas, ça va vraiment nous inquiéter. En fait, dans l'accord Deux Plus Quatre, même s'il n'était pas question d'un élargissement de l'OTAN, il y avait une clause précisant que le territoire de l'ancienne Allemagne de l'Est ne serait pas utilisé pour y stationner des troupes étrangères ou des armes nucléaires. Autrement dit, c'est ce qui avait été accepté dans le traité comme définition de l'expansion de l'OTAN. Je vais revenir un peu en arrière. En réalité, après le retour de Baker à Washington, les juristes lui ont expliqué que si l'Allemagne se réunifiait, il serait impossible d'exclure une partie de son territoire de l'alliance atlantique. Du coup, beaucoup de ces questions se sont retrouvées mêlées. Mais l'expansion, en pratique... eh bien, ensuite, dans les années 90, l'OTAN a été utilisée de manière offensive contre la Serbie. C'était quasiment une guerre déclarée contre un pays qui, pourtant, n'avait attaqué aucun membre de l'OTAN.

En fait, nous étions en train d'étendre la protection de l'OTAN à d'autres pays, au moment où la Yougoslavie commençait à se désintégrer. C'est d'ailleurs l'une des premières choses qui a provoqué, je dirais, de fortes tensions entre les États-Unis et la Russie. Un autre point important, c'est que lorsqu'on parle de la Russie comme d'un pays toujours agressif, il faut rappeler que c'est en réalité le président élu de la Fédération de Russie qui a joué un rôle clé dans la chute de l'Union soviétique. Il a aussi soutenu fermement l'indépendance des pays baltes, qui avait été déclarée légalement avant même la dissolution de l'Union soviétique. Autrement dit, la désintégration de l'Union soviétique n'était pas quelque chose que l'Occident cherchait à provoquer.

En réalité, même si la première administration Bush soutenait fermement le rétablissement de l'indépendance des trois pays baltes, nous voulions, pour plusieurs raisons rationnelles, que le reste de l'Union soviétique conserve une fédération volontaire — du type que Gorbatchev, avec le temps, a fini par défendre. Donc, l'idée selon laquelle nous aurions fait tomber l'Union soviétique, c'est exactement le contraire. Nous faisons tout notre possible pour soutenir Gorbatchev dans la négociation d'un nouveau traité d'union. À tel point que, lorsque le président Bush, après sa visite à Moscou, s'est rendu à Kiev, il a pris la parole devant le parlement ukrainien et leur a recommandé de rejoindre la fédération de Gorbatchev, en leur disant d'éviter un nationalisme suicidaire.

Mais nous avons dit à l'époque que ce discours s'adressait à toutes les républiques non soviétiques, pas seulement à l'Ukraine. Et quand il a parlé de « nationalisme suicidaire », il pensait à ce qui se passait alors en Géorgie. Mais il était clair que nous ne voulions pas que l'Union soviétique se désintègre à ce moment-là — c'est-à-dire, les États-Unis ne le voulaient pas. Bien sûr, les événements ont pris de l'avance, et dès novembre, il était évident qu'elle allait probablement se dissoudre. Donc, évidemment, les États-Unis ont immédiatement, après le 25 décembre, quand Eltsine a pris le pouvoir en Russie et qu'avec la coopération d'autres dirigeants il a mis fin à l'Union soviétique, proposé de reconnaître les États successeurs. L'une de nos grandes inquiétudes, tout au long de cette période, c'était la prolifération des armes nucléaires.

L'une des conditions pour reconnaître l'indépendance de l'Ukraine, et celle d'autres pays, c'était qu'ils renoncent à leurs armes nucléaires. Je sais que cette question est revenue plus tard. La plupart de ces armes, d'ailleurs, étaient déjà destinées à être éliminées dans le cadre des traités de contrôle des armements que nous avons avec l'Union soviétique. Et, comme condition à la reconnaissance de leur indépendance, ils devaient accepter de respecter ces accords. En d'autres termes, les armes qui se trouvaient en Ukraine n'étaient, dès le départ, jamais sous le contrôle de l'Ukraine — ni politiquement, ni concrètement. Les codes, et tout ce qui allait avec, étaient à Moscou, transmis de Gorbatchev à Eltsine. Et ensuite, il n'est pas du tout certain que, même si l'Ukraine les avait gardées, elle aurait été capable de les entretenir ou de les faire fonctionner.

Mais quoi qu'il en soit, le retour de ces armes vers la Russie — ce que le Parlement ukrainien avait d'abord refusé — a été exigé par les États-Unis. Non pas parce que nous craignons qu'elles soient utilisées contre nous, mais parce que nous redoutions que cette technologie ne se répande et tombe entre de mauvaises mains. Et je dois dire que cela reste, encore aujourd'hui, une menace bien plus sérieuse pour l'avenir que l'idée qu'un gouvernement puisse réellement s'en servir. L'un des grands enjeux que nous avons eus dans les années 1990, c'était de coopérer pour garantir que les matières et les armes nucléaires en Russie soient, d'abord, réduites — comme nous l'avions convenu auparavant — et ensuite, sécurisées. C'était l'un de nos efforts les plus réussis dans les années 90. Je voulais rappeler ce contexte, parce que beaucoup de gens disent aujourd'hui : « Ah, si l'Ukraine avait gardé ces armes, la Russie ne les aurait pas attaqués. » Mais ça, ce n'a jamais été une possibilité réaliste, ni sur le plan pratique, ni sur le plan politique.

#Glenn

Oui, j'entends souvent cet argument moi aussi. Mais je pense que les gens oublient souvent que, dans les années 1990, beaucoup de grands hommes d'État — George Kennan, vous-même, et d'autres — mettaient en garde contre l'élargissement de l'OTAN, et recommandaient plutôt de construire une nouvelle architecture de sécurité paneuropéenne. Alors je me demandais : pourquoi avons-nous échoué à établir cette « maison européenne commune », comme l'aurait dit Gorbatchev, ou au moins un cadre commun de sécurité pour l'Europe ? Parce qu'il y avait quand même des accords, comme la Charte de Paris pour une nouvelle Europe en 1990, et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, créée en 1994, tous fondés sur les principes issus des Accords d'Helsinki sur la construction d'une Europe commune. Pourquoi avons-nous échoué ?

#Jack Matlock

Je pense qu'il y a eu plusieurs raisons possibles, mais en réalité, nous — surtout aux États-Unis, mais aussi dans d'autres pays occidentaux — réagissions à des considérations de politique intérieure. Dans le cas des États-Unis, il y a un grand nombre d'électeurs, notamment dans des États comme la Pennsylvanie et l'Illinois, qui viennent d'Europe de l'Est. Et ces électeurs tenaient absolument à ce que ces pays rejoignent l'OTAN, parce qu'ils ont toujours perçu la Russie comme une menace. C'est un élément qui a changé sur le plan politique. Je me souviens que, lorsque j'ai témoigné contre l'élargissement de l'OTAN pendant les délibérations, certaines personnes sont venues me voir en me disant : « Écoutez, soyez réaliste. Le président a besoin de ces votes électoraux. Il y a deux États clés — la Pennsylvanie et l'Illinois — et tous ces électeurs d'origine est-européenne exigent que nous entrions dans l'OTAN. » Donc, je dirais que, pour les États-Unis, c'était en grande partie — même si pas entièrement — une question de politique intérieure.

Mais ensuite, il y a eu l'influence grandissante de ce qu'on appelle les néoconservateurs — les néocons — ceux que Reagan comme Bush avaient mis de côté. À l'époque, la plupart étaient républicains, mais je dirais que Reagan avait réussi à les marginaliser et à ignorer leurs conseils. Ils s'opposaient à la plupart de nos négociations sur le contrôle des armements. Ils voulaient continuer à recourir à la force et faire tomber le système. Leur logique, c'était le changement de régime. Et d'ailleurs, c'est quelque chose que ni le président Reagan ni le premier président Bush n'envisageaient. Je veux dire, ils ne pensaient pas qu'ils essayaient de faire s'effondrer l'Union soviétique. Pour Reagan, le communisme était une idée folle, mais si les Soviétiques voulaient vivre comme ça, c'était leur affaire. Ce à quoi nous nous opposions, c'était qu'ils l'imposent aux autres. Donc, il n'y avait pas cette idée que nous avions une mission pour changer leur système politique.

Ce que j'essaie de dire, c'est que, tout à coup, on a vu apparaître une idée selon laquelle les États-Unis avaient gagné la guerre froide, et qu'ils étaient désormais la seule superpuissance. Et donc, qu'ils pouvaient décider de l'avenir des autres pays. Avant, il y avait deux superpuissances qui dirigeaient le monde, et maintenant il n'y en avait plus qu'une. On disait alors qu'on vivait dans un monde unipolaire. Mais il y a plusieurs problèmes avec cette vision. D'abord, oui, les États-Unis avaient beaucoup plus de puissance, à la fois militaire et économique, que n'importe quel autre

pays. Mais la puissance militaire, c'est une puissance de destruction, pas une puissance de construction.

Le système économique, c'est quelque chose qu'on peut, disons, gérer de manière responsable, pour le bien de tous. Ou alors, les États les plus puissants peuvent en faire une arme. Et, à mon grand regret, j'ai dit que, dès les années 90, les États-Unis ont commencé à faire les deux : sanctionner d'autres pays pour des raisons qui, en réalité, n'avaient rien à voir avec eux, mais plutôt avec ce que nous considérons comme leur comportement interne. Et puis, bien sûr, il y a eu l'élargissement de l'OTAN, et ensuite, au XXI^e siècle, l'installation de bases là-bas — ce qui, à mon sens, allait complètement à l'encontre de l'esprit de ce que nous aurions dû construire. Mais vous me demandez pourquoi nous ne l'avons pas fait.

Évidemment, nous aurions dû construire une structure de sécurité européenne — en fait, une structure de sécurité mondiale — qui inclue tout le monde. Ce qui me frappe, c'est qu'après la Seconde Guerre mondiale, nous avons eu la sagesse d'insister pour que la France et l'Allemagne, qui avaient été ennemies pendant si longtemps, enterrent la hache de guerre et commencent à coopérer. Nous avons été de grands inspirateurs, en poussant vers ce qui allait devenir plus tard le marché commun. Mais après la fin de la guerre froide et l'effondrement de l'Union soviétique, au lieu d'intégrer la Russie et les pays d'Europe de l'Est dans une structure de sécurité unifiée, nous avons commencé à traiter la Russie comme un paria, à bien des égards.

Ça s'est fait de plusieurs manières. Et cet état d'esprit, je pense, a été exprimé par la secrétaire d'État Madeleine Albright, notre première femme à ce poste, quand, pour justifier la guerre contre la Serbie, elle a déclaré : « L'Amérique est forte et elle voit l'avenir. » Franchement, je trouve que c'était une arrogance incroyable. Et je ferais remarquer, d'ailleurs, à ceux qui disent qu'il faut plus de femmes en politique de haut niveau : oui, bien sûr, il faut choisir nos dirigeants, hommes ou femmes, selon leurs mérites. Mais reconnaissons-le, nos trois femmes secrétaires d'État ont toutes été bellicistes. Donc, le sexe ou le genre d'une personne ne détermine pas forcément ses opinions politiques, ni ses compétences, sur certains points.

#Glenn

Cela remet souvent en question l'idée selon laquelle les femmes seraient des dirigeantes plus pacifiques que les hommes. Je pense qu'on est tous assez imparfaits sur ce point. Mais je vois aussi que l'idée d'une paix hégémonique — une paix fondée sur la domination ou la force — était très séduisante, et que cela a contribué à démanteler le travail accompli pour construire une architecture de sécurité paneuropéenne. Au-delà de ça, je dirais que le fait de vouloir créer une Europe sans les Russes, qui est devenue inévitablement une Europe contre les Russes, organisée autour de l'Union européenne et de l'OTAN... est-ce que vous voyez d'autres erreurs dans la manière dont on aurait pu gérer cette relation avec la Russie ? Parce que c'est intéressant : quand on lit les mémoires, par

exemple, de l'ancien directeur de la CIA Robert Gates — et vous en avez cité plusieurs — ils reconnaissent tous que ces relations ont été mal gérées, et qu'on en paie aujourd'hui une partie des conséquences. Selon vous, quelles ont été les principales erreurs commises par la suite ?

#Jack Matlock

Eh bien, à mesure que nous avons continué d'élargir l'OTAN, nous n'avons pas seulement accueilli de nouveaux membres. Dans la première décennie de ce siècle, nous avons aussi commencé à y installer des bases militaires. Les plus sensibles, du point de vue de la Russie, c'étaient celles où nous avons déployé des missiles antibalistiques, en Roumanie et en Pologne. Or, ces missiles, il s'avère — même si la plupart des gens ne le savaient pas à l'époque — pouvaient être utilisés aussi bien de manière offensive que défensive, selon le logiciel. On comprend donc facilement que Poutine, le président russe, ait pu considérer cela comme une menace. Et il l'a d'ailleurs dit très clairement dans un discours à Munich, en 2007, où il expliquait comment il voyait l'expansion de l'OTAN et, en particulier, les projets d'y installer des bases... des bases qui, en pratique, pouvaient servir à attaquer la Russie.

Et pourtant, nous avons poursuivi dans cette voie, malgré tout. Plus tard, surtout pendant l'administration Obama, nous avons délibérément essayé de favoriser, disons, un gouvernement orienté vers l'Occident en Ukraine. Et ça, c'est quelque chose que toute personne connaissant un peu l'histoire aurait dû savoir : c'était totalement inacceptable pour n'importe quel gouvernement à Moscou. De la même manière que toute expansion d'une puissance étrangère dans l'hémisphère occidental a toujours été considérée, par les États-Unis, comme pratiquement un casus belli. Et pourtant, nous avons continué. Je pense que c'est l'un des grands sujets qui ont pesé dans l'esprit de Vladimir Poutine. Il avait mis en garde publiquement contre cela, mais plus tard, nous avons quand même avancé. Et à un moment donné, nos représentants se vantaient même d'avoir dépensé des milliards pour, en réalité, influencer la composition du gouvernement ukrainien.

Et donc, plus tard, quand un coup d'État a eu lieu là-bas, je pense que la Russie — et certainement le président Poutine — avait toutes les raisons de penser que cela avait été encouragé par les États-Unis et leurs alliés d'Europe occidentale. Parce qu'ils avaient des représentants qui cherchaient ouvertement à promouvoir certains candidats en Ukraine, ceux-là mêmes qui ont fini par prendre le contrôle du pays en 2014. C'est donc une situation très complexe. Non seulement les États-Unis et leurs alliés d'Europe occidentale ont essayé d'influencer la politique intérieure de l'Ukraine pour qu'elle devienne, en pratique, hostile à la Russie — ce à quoi les États-Unis auraient réagi avec beaucoup de fermeté si cela leur était arrivé.

Je peux en témoigner, parce que j'étais à Moscou en 1961, pendant ce qu'on appelle la crise des missiles de Cuba. Et rappelons un peu de quoi il s'agissait. Les États-Unis avaient tenté d'envahir Cuba, sans succès, et Cuba avait demandé à l'Union soviétique de lui fournir des armes nucléaires. D'après le droit international de l'époque, ce n'était pas une violation, surtout que les États-Unis avaient eux-mêmes des armes nucléaires installées en Turquie et aussi en Italie, capables d'atteindre

l'Union soviétique. C'était avant que l'un ou l'autre de nos pays ne dispose de missiles intercontinentaux ; à l'époque, c'étaient des armes à très courte portée.

Bien sûr, le président Kennedy a jugé cela totalement inacceptable et a ordonné une « quarantaine » de Cuba, comme il l'a appelée. Et on a été tout près d'un échange nucléaire. À ce moment-là, j'étais à Moscou, en train de traduire certains des propos de Khrouchtchev. Mais finalement, Khrouchtchev a reculé et a accepté de retirer ces armes. En pratique, Kennedy a déclaré la victoire, même s'il avait convenu que nous retirerions les missiles en Turquie — mais ça, il ne fallait surtout pas le rendre public. Autrement dit, il a obligé Khrouchtchev à donner l'impression qu'il avait cédé, alors qu'en réalité, il y avait un accord. Après avoir vu ça, après avoir vécu ça, il m'a paru évident que tenter d'influencer la politique intérieure de l'Ukraine contre la volonté de la Russie n'était pas une bonne idée, c'est le moins qu'on puisse dire.

En fait, quand, à l'insistance des États-Unis, l'OTAN a déclaré qu'un jour l'Ukraine et la Géorgie deviendraient membres — c'était en 2008 —, il m'a semblé évident que cela allait créer de très grandes difficultés. À cette époque, les sondages montraient que deux tiers des Ukrainiens ne voulaient pas rejoindre l'OTAN. Le pays était de plus en plus divisé, et la politique était dominée par ceux de l'ouest de l'Ukraine, des régions qui, historiquement, n'avaient jamais fait partie de la Russie, mais appartenaient à l'Empire austro-hongrois, puis à la Pologne. J'ajouterais que les frontières actuelles de l'Ukraine, celles que le gouvernement actuel cherche à rétablir, ont été créées par Hitler et Staline. Donc, en réalité, les Ukrainiens et les Européens de l'Ouest qui soutiennent cette démarche essaient, ironiquement, de faire respecter quelque chose qui a été établi par Hitler et Staline.

Pensez à ça... et pensez à la façon dont ça résonne chez les Russes. Les problèmes là-bas sont très profonds, et je trouve la situation de plus en plus tragique. Les deux pays, à mon avis, ont suivi des politiques qui n'étaient pas dans l'intérêt de leur population. Il est difficile d'imaginer comment tout cela pourrait se résoudre, vu la situation actuelle. Mais je dois dire que, si l'on regarde les causes, les tentatives des États-Unis et de leurs alliés d'Europe occidentale de contrôler une zone absolument vitale pour la sécurité de la Russie ont, je pense, été un facteur déterminant. Nous en sommes arrivés à un point où il est très difficile de voir comment cette situation pourrait se régler sans avoir des conséquences négatives pour nous tous.

#Glenn

Eh bien, si on parle de la fin de la guerre froide, on voit que la diplomatie a joué un rôle essentiel. Et je dirais qu'on a eu la chance, à cette époque, d'avoir de vrais hommes d'État. Mais comment comprendre le leadership politique actuel en Occident — que ce soit aux États-Unis ou en Europe — comparé à la diplomatie qui avait permis de mettre fin à la guerre froide ? Parce que, quand je regarde les dirigeants d'aujourd'hui — que ce soit Merz en Allemagne, avec sa rhétorique, Macron en France, ou Starmer au Royaume-Uni — tous les trois, d'ailleurs, parlent maintenant de guerre avec la Russie. Ou encore Trump, aux États-Unis, qui n'est pas exactement un dirigeant bienveillant non

plus. Comment expliquer qu'on n'ait plus vraiment de diplomatie ? Je me demande souvent pourquoi aucun de nos responsables politiques, ni même les journalistes, ne veulent discuter des préoccupations de sécurité ou des intérêts de nos adversaires — pas seulement les Russes, mais tous les adversaires. C'est très déroutant. Désolé, c'était une question un peu longue. Comment comprenez-vous le leadership politique actuel ?

#Jack Matlock

Je n'arrive pas à comprendre. Tout ce que je peux dire, c'est que, selon moi, les anciennes règles de la diplomatie ont tout simplement été abandonnées. Et quand on parle de démocratie... vous savez, la démocratie peut vouloir dire plusieurs choses. D'un côté, c'est un processus : les citoyens, ou les résidents d'un pays donné, devraient pouvoir déterminer leur gouvernement, et ainsi de suite. Ça, c'est un processus. Mais on peut aussi commencer à coller des étiquettes sur les pays — dire que certains sont démocratiques et d'autres non. Je pense que ces étiquettes peuvent être très trompeuses. Les États-Unis ne sont pas, au sens strict, une démocratie totale. Nous sommes une république. Et une république qui, selon toute analyse actuelle, est dirigée par une oligarchie — une oligarchie divisée, certes, mais dans laquelle la majorité du peuple ne décide pas de nos politiques.

Et je pense que, dans une certaine mesure, c'est aussi arrivé dans d'autres pays. Mais l'idée qu'il existe une frontière nette entre les démocraties et les non-démocraties — et que c'est le devoir des États-Unis de, je cite, « répandre la démocratie », même si cela implique de changer des gouvernements — eh bien, je trouve que c'est très proche de l'idée qu'avait l'Union soviétique jusqu'à Gorbatchev : celle d'être l'avant-garde du prolétariat et de devoir soutenir ce qu'ils appelaient des révolutions prolétariennes partout dans le monde, parce que, selon leur définition, le socialisme et le communisme représentaient l'avenir du monde. En réalité, nous avons fait à peu près la même chose, avec seulement quelques différences. Simplement, nous avons utilisé un langage beaucoup plus grandiloquent.

Nous avons dit que les droits de l'homme sont très importants et qu'il faut les faire respecter. Le problème, c'est que, d'abord, c'est un abus de langage. Ce dont nous devrions vraiment parler, ce sont des droits civiques. Je pense que les êtres humains ne naissent pas avec des droits. En réalité, ils dépendent totalement des autres, comme tous les autres mammifères. Donc, l'idée selon laquelle — et je sais qu'elle est très présente dans beaucoup de discours — devrait être remise en question. En fait, chaque grande civilisation définit ses valeurs à sa manière, et donc ses droits aussi. Et il faut le comprendre. Tenter, sur cette base, d'intervenir dans d'autres pays, ça ne peut qu'engendrer de grandes difficultés.

Je pense que l'idée, formulée à l'origine par l'un de nos chercheurs, Fukuyama, selon laquelle la fin de la guerre froide signifiait que ce qu'on appelle l'Occident — et la démocratie — représentait l'avenir du monde, et qu'il était du devoir des pays dits démocratiques de le diffuser aux autres, était une idée fondamentalement erronée. Ce n'est pas que les droits de l'homme, comme on les appelle, ne soient pas des choses précieuses. Mais croire que quiconque n'est pas d'accord avec vous à ce

sujet a forcément tort, c'est une erreur totale. Les civilisations se sont élevées et se sont effondrées tout au long des derniers millénaires de l'histoire humaine.

Mais penser qu'il existe une formule unique qui conviendrait à tout le monde, je crois que c'est tout simplement et fondamentalement faux. L'idée que les États-Unis et l'Occident aient traversé la guerre froide dans une meilleure situation économique que d'autres — qui, en réalité, essayaient d'adopter notre système pendant que nous tentions de les en convaincre — eh bien, une fois qu'ils l'ont fait, on a vu que l'Occident sanctionnait en fait la Russie sur le plan économique, et ainsi de suite, au lieu de maintenir le dialogue. Je dirais que le système économique mondial unique qui s'était mis en place après la fin de la guerre froide a été fragilisé. Donc, je pense que ce sentiment de supériorité morale, qu'on n'aurait jamais dû avoir, a affaibli notre capacité à penser clairement. Aujourd'hui, je ne comprends pas comment un gouvernement allemand peut tolérer la destruction du gazoduc Nord Stream.

Je veux dire, après tout, l'Allemagne ne sera plus vraiment compétitive à bien des égards, à cause du coût très élevé de l'énergie et, selon moi, d'une mauvaise application de la politique envers l'Ukraine. Et cette idée, chez les Européens de l'Ouest, que l'Ukraine serait une société démocratique simplement en difficulté, est une erreur. L'Ukraine est l'un des pays les moins démocratiques au monde, avec un gouvernement arrivé au pouvoir grâce à une action soutenue par une minorité. Et c'est aussi l'un des plus corrompus. Maintenant, ce n'est pas que les Ukrainiens soient de mauvaises personnes — au contraire, ce sont des gens formidables. Moi, je connais à la fois le russe et l'ukrainien, j'ai fait mon doctorat en langues slaves. Et c'est tragique de voir à quel point l'Europe de l'Ouest et les États-Unis poussent dans une direction qui, en réalité, ne sert pas les intérêts de l'Ukraine.

Alors, sans entrer dans tous les détails, je dirai une chose : quand l'accord de Minsk a été conclu en 2015, la Russie, à ce moment-là — même si elle avait pris la Crimée, où la majorité des habitants voulaient clairement être rattachés à la Russie —, le président Poutine a refusé toute tentative d'intégrer le Donbass à la Russie. Il a dit que l'Ukraine devait revenir à sa situation d'origine, c'est-à-dire reconnaître la langue russe comme ayant une validité politique, et accorder une amnistie. Mais la France et l'Allemagne, qui faisaient partie de cet accord, ont continué à fournir une aide militaire à l'Ukraine, en soutenant les forces qui attaquaient le territoire de l'Est.

On peut dire que si la Russie s'oppose aujourd'hui à un cessez-le-feu, c'est en partie parce qu'il y en a déjà eu un auparavant. Et ce cessez-le-feu a été violé, non seulement par l'Ukraine, mais aussi par la Grande-Bretagne et la France, qui en étaient signataires, puisqu'elles continuaient à livrer des armes. Plus tard, l'ancienne chancelière allemande a d'ailleurs reconnu qu'ils avaient signé cet accord uniquement pour donner à l'Ukraine le temps de renforcer son armée et de reprendre le territoire. Je trouve ça tragique. Et je pense que le président Poutine a commis une erreur terrible en envahissant l'Ukraine. Je ne cherche pas à justifier cela. Mais je dois aussi reconnaître que mon propre pays, avec l'OTAN, a attaqué illégalement la Serbie, alors que la Serbie n'avait attaqué aucun pays de l'OTAN. Et ensuite, les États-Unis, avec certains alliés de l'OTAN mais pas tous, ont attaqué l'Irak sur

des motifs inventés, en prétendant qu'il possédait des armes nucléaires. Ce qui était faux. Et nous avons complètement occupé le pays.

Des centaines de milliers de personnes ont probablement été tuées, et ça a provoqué une résurgence des groupes islamistes extrémistes. Alors, je veux dire... est-ce qu'on ne comprend pas que les États-Unis et certains de leurs alliés de l'OTAN — et plus tard, on a eu le cas de la Libye — ont joué un rôle là-dedans ? Oui, Kadhafi était un tyran à bien des égards, ça ne fait aucun doute. Et il y a eu une décision du Conseil de sécurité de l'ONU disant qu'il fallait protéger les opposants de Kadhafi à Benghazi. Mais cette mission a été élargie, et c'est devenu une guerre qui s'est terminée par l'assassinat de Kadhafi, tout comme la guerre en Irak s'était terminée par l'assassinat de Saddam Hussein. Ces hommes étaient sans aucun doute des personnages très négatifs à bien des égards. Mais est-ce que c'était vraiment la responsabilité d'acteurs extérieurs de s'en occuper ? Surtout de le faire d'une manière qui a fini par créer, à l'intérieur du pays, des conditions encore pires pour tout le monde ?

Il y avait donc une certaine arrogance, cette idée que, ah, nous pouvons faire des choses que les autres ne peuvent pas — peut-être sur le plan physique, peut-être sur le plan politique. Il y avait aussi cette conviction que, par la force, on pouvait renverser un gouvernement et obtenir quelque chose de mieux. Mais ça ne se passe pas comme ça. Et l'un des grands dangers aujourd'hui, quand on parle de la nécessité d'un changement de régime en Russie, c'est que si le président Poutine est renversé par la force, on risque fort d'obtenir quelque chose d'encore pire. Parce qu'il y a déjà, là-bas, des courants qui affirment que la Russie doit utiliser ses armes nucléaires pour se défendre. Et quand les Européens de l'Ouest commencent à envoyer des armes à l'Ukraine, des armes qui servent à attaquer la Russie, je pense que...

Déjà, l'ancien président Medvedev a déclaré qu'ils prendraient en compte tous les facteurs qui feraient de ces armes des cibles légitimes. Je ne dis pas que c'est une bonne politique ou non, je dis simplement qu'il faut regarder la réalité en face. Et pourquoi l'Allemagne s'impliquerait à nouveau dans l'armement de rebelles, dans une région qui faisait autrefois partie de l'Union soviétique, c'est presque inconcevable à mes yeux. Je ne comprends pas pourquoi le gouvernement actuel le fait. Mais je vois bien que cela s'inscrit dans un contexte plus large, à la fois économique et politique. La Chine, elle, tire un grand profit de tout cela, parce qu'aux yeux d'une grande partie du monde, elle apparaît aujourd'hui comme la seule grande puissance qui appelle à la paix et semble vouloir la soutenir.

Et je pense que c'est vraiment une catastrophe que nous, en Occident, par notre propre arrogance et, je dirais, par une mauvaise compréhension de la situation, soyons en train, en réalité, de céder le leadership dans beaucoup de domaines à la Chine. Clairement, ils font un meilleur travail dans le développement des énergies alternatives, et ils sont de plus en plus performants dans l'ingénierie et la production de choses comme les voitures électriques, et ainsi de suite. Alors, continuer à penser les guerres et l'usage de la force militaire comme un moyen de changer les choses... à mes yeux, ce n'est pas très rationnel. En disant cela, je ne soutiens pas le gouvernement chinois ni ce qu'il fait à l'

intérieur du pays. Je pense que c'est quelque chose que les Chinois eux-mêmes peuvent changer, si cela doit l'être.

Mais cette arrogance, cette idée que nous, en Occident, serions d'une certaine façon supérieurs aux autres, et qui semble être à l'origine de tout cela, je trouve ça déplorable. Et j'espère que ça changera. Je voudrais aussi dire qu'on n'a pas parlé du Proche-Orient, qui en ce moment domine beaucoup de choses. Tout ce que je peux dire, c'est que je pense que les récents échanges entre le pape François et le président des États-Unis montrent que, pour une fois, nous avons un pape qui dit les choses telles qu'elles sont. Pendant la Seconde Guerre mondiale, on a reproché au pape Pie de ne pas avoir condamné ce qui se passait. Je ne suis pas catholique, mais aujourd'hui, je crois vraiment que notre pape américain, le premier, dit au monde quelque chose qu'il a besoin d'entendre.

#Glenn

Je suis tout à fait d'accord. Et c'est aussi l'un des grands drames d'aujourd'hui : plus personne ne parle de paix. Tout le monde est pris dans cette guerre avec la Russie, et déjà, on évoque une possible guerre avec l'Iran, voire avec la Chine. Pendant ce temps, les dirigeants européens sont restés les bras croisés pendant quatre ans, alors que des centaines de milliers de personnes mouraient en Ukraine. Ils n'ont même pas pris le téléphone pour discuter de l'architecture de sécurité, ou d'un moyen de réduire la compétition sécuritaire avec les Russes. C'est vraiment consternant... grotesque, même. Mais bon, espérons qu'on arrive enfin à un tournant. En tout cas, Monsieur l'Ambassadeur, merci beaucoup d'avoir pris le temps. Je crois que j'en ai déjà pris un peu trop, alors je vous en suis vraiment reconnaissant.

#Jack Matlock

Merci de m'avoir invité et de m'avoir écouté.